

Tout comme l'établissement du Marché commun a posé des défis au Canada, il en sera ainsi du resserrement de la coopération politique entre les Dix. D'une part, nous nous réjouissons manifestement de la contribution qu'une telle coopération peut apporter à la paix et à la sécurité internationales. Mais d'autre part, elle soulève certaines questions concernant la consultation politique entre le Canada et les membres européens.

Le Canada participe depuis longtemps aux institutions multilatérales - par exemple en appuyant l'OTAN et les Nations Unies. Si, comme il le semble, nous entrons dans une ère où les blocs régionaux comme la Communauté mettent au point leurs positions sur les questions internationales avant de les présenter dans des instances plus globales, alors il deviendra plus difficile pour un pays comme le Canada de faire connaître ses vues sur des questions qui l'intéressent. Cela veut par exemple dire que nous devons instaurer un dialogue politique beaucoup plus serré avec le pays qui assure alors la présidence de six mois du Conseil des ministres de la Communauté. Nous nous penchons actuellement sur les façons de mener un dialogue valable avec les Européens à une étape relativement peu avancée de leurs délibérations. Les Dix se sont dit intéressés à établir de tels contacts avec des pays tiers. Je suis confiant que nous pourrons promouvoir cette nouvelle forme de coopération.

Si je puis vous livrer une dernière réflexion sur l'Accord-cadre, c'est que ce document devrait être considéré essentiellement comme l'articulation d'une approche politique générale plutôt que comme un ensemble précis de règles devant gérer la conduite d'une relation. L'objectif de politique était et demeure de rechercher des moyens d'accroître le positif dans notre relation avec la Communauté. Nous avons évité le piège qui nous aurait amenés à condamner l'intégration européenne en raison des dislocations à court terme qu'elle pourrait avoir causées, condamnation qui aurait de toute façon été futile. Je crois que nous y sommes parvenus. Par nos réunions régulières avec la Communauté et par le biais d'un certain nombre d'activités que j'ai esquissées, nous avons fait savoir très clairement aux États membres que notre avenir économique et politique appelle une relation de plus en plus étroite et mutuellement avantageuse avec l'Europe.